Tribunaux Militaires

- *Le type de système de cours martiales dont a besoin le Canada pour juger les infractions militaires;*
 - Le système actuel de cour martiale non permanente convient bien, en raison de la facilité de les convenir à la location nécessaire. Je ne suis pas convaincu de la nécessité d'avoir des juges militaires, d'autant plus que leur expérience par rapport aux juristes civils me semble beaucoup moindre. Cependant en raison des délais importants présentement du côté des causes criminelles au civil, il est important que les juges soient attirés au Ministère de la Défense nationale pendant une période de temps fixe, et que ces juges soient sélectionnés en fonction d'une certaine expérience et d'un certain intérêt (éviter que nous n'ayons que des juges sur leur première affectation sur accession comme juge).
- *La mesure dans laquelle le personnel militaire doit participer à juger une infraction militaire;*
 - Je suis convaincu que d'anciens commandants d'unité et de formation ont un jugement et l'expérience nécessaire pour déterminer les tenants et aboutissants relatifs à des accusations d'infraction militaire, et d'en déterminer l'impact sur une unité, sa discipline collective et les effets sur la sécurité opérationnelle lorsque requis. L'importance de maintenir ce comité, en précisant des critères (expérience de commandement est primordial à mon sens) dans le système de justice militaire.
- *Un juge militaire est-il mieux placé qu'un juge civil, ou inversement, pour instruire le procès d'une infraction militaire;*
 - Les principes de droit demeurent les mêmes. La dynamique au niveau militaire dans une unité tactique et en opération revêt une importance que le juge doit être en mesure de comprendre, cependant, ceci ne devrait pas représenter un obstacle pour un juge d'expérience, avec des avocats et personnel juridique militaire pour participer au processus. À bien des égards, un juge civil sera perçu, à tort ou à raison, comme étant plus impartial.
- *L'étendue des connaissances militaires, le cas échéant, qu'un juge doit posséder pour être saisi d'infractions militaires;*
 - Je ne suis pas convaincu que tous les juges militaires possèdent les mêmes expériences et connaissances, ni même la même culture militaire que les membres militaires ayant passé une partie significative de leur temps sur une base opérationnelle ou sur un navire. Il y a également une culture différente dépendamment du fait que l'on appartienne à un élément plutôt qu'un autre. Ceci dit, je vois le plus valu d'un juge ayant travaillé par le passé comme avocat sur des dossiers militaires, et qui a déjà avisé des Commandants par le passé. Il est sans doute plus important pour le juge d'avoir une bonne connaissance des infractions militaires, ainsi que le droit applicable sur opérations expéditionnaires. Il est possible de l'acquérir.
- *L'étendue des connaissances du droit criminel, le cas échéant, qu'un juge doit posséder pour être saisi d'infractions militaires;*
 - Plusieurs infractions amenées devant la cour martiale ont un nexus criminel. Le danger provient de la possibilité que l'infraction similaire soit traitée de manière similaire alors que de facto, l'infraction a peut-être des impacts plus importants et graves dans un contexte militaire/opérationnel.
- *Y a-t-il lieu de recourir à un comité de militaires plutôt qu'à des jurés civils, ou inversement, dans le procès d'une infraction militaire;*
 - Comité d'anciens commandants.
- *Faut-il déployer des tribunaux militaires pour entendre des infractions commises à l'étranger ou dans des environnements dangereux.*
 - Il faut en garder la capacité. L'impact d'une cour martiale est beaucoup plus important pour l'unité et/ou les unités in situ. Lorsqu'une cour martiale est conviée sur l'une des bases au Canada, pour un militaire de cette base, il y a un impact immédiat au sein des unités impliqués, et un message clair bénéfique pour l'ensemble des troupes impliquées. Dans l'ensemble, la plupart de temps le militaire sera rapatrié, et la durée des missions actuelles impliquent que tous les témoins seront généralement de retour de mission. Une compréhension du contexte, de la culture locale, du niveau de risque et de la nature des opérations en plus de l'accessibilité aux témoins

locaux/autorités locales sont par contre des éléments importants qui, dans le contexte d'une mission de longue durée pourraient être importants dans la compréhension de la cause, et pour la perception de justice et discipline par les troupes en théâtre et pour les partenaires (alliés/locaux) potentiellement impliqués.

Poursuites militaires

- *Le type de service des poursuites nécessaire pour juger les infractions militaires impliquant les Forces armées canadiennes.*
 - Un facteur important de la perte de confiance de la part des militaires et de la chaîne de commandement dans le système de justice militaire survient lorsqu'une cause traîne trop en longueur et/ou que les points techniques prennent le dessus sur les intérêts de la justice militaire et de la discipline. Le point prépondérant à considérer pour le maintien de la discipline est une poursuite possédant une expertise et un jugement sûr basé sur la connaissance de l'appareil militaire, incluant le système d'enquête de la PM/SNE/C de C. Que le système soit civil ou militaire, et que le DPM se rapporte au JAG ou non. Un système de procureurs civils ayant développé une expertise dans les poursuites militaires et appartenant au MDN pourrait sans doute contribuer à la crédibilité de l'institution – par rapport à des procureurs militaires qui n'exercent la fonction que pendant un temps limité.
- *Dans quelle mesure des militaires doivent-ils participer aux activités d'un service des poursuites le cas échéant?*
 - Il n'est pas nécessaire que ce soit des militaires. Au moins un avocat militaire est requis à titre d'aviseur, cependant un mélange de BPM civil et militaire pourrait permettre d'obtenir un bon équilibre entre l'expertise d'avoir de l'expérience appréciable dans les poursuites civiles et la connaissance de l'appareil militaire.
- *S'il est préférable d'avoir recours à un « directeur » militaire d'un service des poursuites plutôt qu'à un « directeur » civil, ou inversement, pour poursuivre des infractions militaires.*
 - Je crois qu'un directeur civil, en poste pour une longue période et qui a une expertise dans les poursuites au criminel, est préférable dans la mesure où il a l'intérêt et les connaissances nécessaires, ainsi que l'appui d'avocats militaires dans son bureau.
- *S'il est préférable d'avoir recours à des procureurs militaires plutôt qu'à des procureurs civils, ou inversement, pour intenter des poursuites relativement à des infractions militaires.*
 - Voir ci haut
- *Pendant leur carrière, si les procureurs militaires devraient également agir en qualité de conseillers juridiques militaires sur d'autres questions de droit militaire, ou s'ils devraient se spécialiser dans la poursuite d'infractions.*
 - Si le Directeur des poursuites militaires est civil, avec quelques procureurs civils, les procureurs militaires auront probablement avantage à acquérir de l'expérience dans les autres questions de droit militaire.
- *S'il est nécessaire d'avoir des procureurs militaires qui s'occupent des infractions commises à l'étranger ou dans d'autres environnements dangereux.*
 - Il est utile d'en garder la capacité, et d'avoir des procureurs qui ont déjà exercé comme aviseur juridique aux Cmdts tactiques en milieu opérationnel.

Défense

- *Le type de service d'avocats de la défense requis pour s'occuper des infractions militaires.*
 - Les commentaires reçus de la part des membres qui ont utilisé ce service sont très positifs : la connaissance du système militaire est vu comme un plus-valu. Le fait que les infractions sont et devraient être jugées plus sévèrement pour les membres soumis à la LDN, implique que le soutien juridique devrait être plus important par souci d'équité, et par des avocats de la défense militaires, qui comprennent ceux qui portent l'uniforme. En raison de la disponibilité d'une défense militaire, le recours à des avocats civils devraient être aux frais du membre, à moins que le JAG

juge qu'il est dans le meilleur intérêt de l'organisation et du membre qu'il soit représenté par un avocat civil.

- *Le niveau de participation des militaires, s'il y a lieu, dans un service d'avocats de la défense.*
 - Dans la mesure où l'on maintient un jury composé de commandants militaires, et qu'une bonne connaissance du milieu/environnement, ainsi que de la LDN, est requise pour bien défendre un membre, je crois que celui-ci est bien mieux servi par une équipe composée presque exclusivement d'avocats de la défense militaires.
- *S'il est préférable d'avoir recours à un « directeur » militaire d'un service d'avocats de la défense plutôt qu'à un « directeur » civil, ou inversement, pour défendre le personnel militaire.*
 - Un directeur civil pourrait être avantageux s'il dirige une équipe militaire, ne serait-ce que pour recommander l'accès d'un membre à un avocat civil, et/ou pour préserver la notion d'équité envers les membres pour ceux qui pourraient se sentir lésés par le fait d'être défendus à rabais par ceux qui les accusent.
- *S'il est préférable d'avoir recours à des avocats militaires de la défense plutôt qu'à des avocats civils de la défense, ou inversement, pour défendre le personnel militaire.*
 - Voir ci-haut.
- *Pendant leur carrière, si les avocats militaires de la défense devraient agir en qualité de conseillers juridiques militaires sur d'autres questions de droit militaire, ou s'ils devraient se spécialiser sur le travail lié aux procès.*
 - Je crois qu'il est primordial que les avocats de la défense aient une expérience opérationnelle au niveau tactique, et qu'ils aient travaillé avec des unités pour comprendre l'environnement et les défis auxquels les unités font face. Ils seront ainsi mieux équipés pour aviser leurs clients.
- *S'il est préférable que le traitement des infractions survenues à l'extérieur du Canada ou dans des lieux dangereux soit confié à des avocats militaires de la défense.*
 - Une compréhension des opérations expéditionnaires et de l'impact des infractions commises dans un théâtre d'opérations est importante.
- *La mesure dans laquelle le personnel militaire devrait contribuer au coût de sa défense en droit, le cas échéant.*
 - L'effet non désirable du fait que le personnel militaire contribue au coût de sa défense est qu'il choisisse un procès par voie sommaire au lieu d'une cour martiale uniquement pour des questions pécuniaires. Également, les responsabilités qu'ont les militaires, en particulier ceux qui sont en commandement, les amène à être beaucoup plus vulnérables à des poursuites ou de décisions dont le jugement peut être remis en doute et passible d'accusation. Il est souhaitable, que si la contribution au coût de sa défense est considérée, cela se fasse selon un système nuancé tenant compte de ces réalités de responsabilité.

Infractions jugées sous le droit militaire

- *Si le système de cours martiales devait avoir compétence pour juger les infractions de droit commun lorsqu'elles sont commises par des militaires.*
 - L'avantage des cours martiales est qu'on peut être plus expéditif que les tribunaux civils et que les peines sont disséminées à travers la chaîne militaire, ce qui aide la chaîne de commandement dans le maintien de la discipline dans les unités.
- *Si le système de cours martiales devait avoir compétence seulement lorsqu'il existe un « lien direct » entre les circonstances d'une infraction et les forces armées.*
 - Préférable mais non nécessaire. Le « lien direct » pourrait être interprété de bien des manières, cependant une infraction commise dans le civil par un membre militaire non en service n'a pas à être jugé par une cour martiale, à moins que cela a été commis en opération expéditionnaire.
- *Si le système de cours martiales devait avoir compétence pour juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité commis par des militaires.*
 - Les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité devraient être jugés par une cour compétente, et il y a un intérêt public et politique marqué à ce que ce soit fait de la façon la plus transparente possible. L'infraction est clairement militaire et je pense que l'expérience passée démontre que le

public a été pleinement informé des procédures et des résultats, et ceux-ci n'ont jamais suscité un vif débat. La culpabilité, lorsqu'établie, doit être traitée beaucoup plus sévèrement en raison des impacts importants de ce genre de crime.

- *Si d'autres modifications sont nécessaires pour améliorer le système de cours martiales.*

Dispositions législatives régissant les punitions, les sanctions et les peines

- *Dans quelle mesure le système de cours martiales devrait reproduire le système de justice civil ayant compétence en matière criminelle relativement aux options et aux règles de détermination de la peine.*
 - La hiérarchie des peines est problématique puisqu'elle ne tient pas compte du fait qu'une peine puisse être appropriée considérant la nature de l'infraction. Il est possible par exemple que l'on détermine qu'un membre n'est pas en mesure ou digne de porter un rang et que ce soit la seule et la meilleure façon de prévenir une récidive est la rétrogradation mais qu'en vertu du principe de hiérarchisation cette peine pourrait être contestée comme étant trop sévère par rapport à d'autres cas similaires.
- *Si certaines peines prévues en droit militaire sont inutiles.*
 - Non
- *Si le droit militaire devait prévoir d'autres peines.*
 - Adéquat.
- *Si les peines devaient être infligées selon une hiérarchie stricte, ou bien sur une base plus flexible.*
 - Base beaucoup plus flexible.
- *Si les peines d'emprisonnement concurrentes et consécutives devaient être autorisées dans le système de cours martiales.*
 - L'objectif primaire devrait être la réhabilitation du membre et lorsque possible la réinsertion du membre au sein de son unité ainsi que la discipline au niveau de l'unité, Je ne suis pas certain que les peines consécutives servent cet objectif.
- *Si les juges devaient prononcer des peines individuelles relativement à chaque verdict de culpabilité dans un procès donné, ou déterminer une seule peine qui prend en compte la totalité des verdicts de culpabilité qui ont été rendus dans un procès donné.*
 - Une seule peine.

Droit de la preuve

- *Dans quelle mesure le système de cours martiales devrait-il reproduire le système de justice civil ayant compétence en matière criminelle sous le rapport des règles de la preuve du système, s'il y a lieu.*
 - Reproduire le système de justice civil, dans le sens que ceci représente la culture et l'environnement canadien. Il n'y a aucune raison qui justifie un fonctionnement différent pour ce qui est de règles de la preuve.
- *Si des RMP distinctes sont nécessaires.*
 - Non
- *Si des règles spéciales devaient être incluses dans les RMP.*
 - Non

Droits, motifs et mécanismes d'appel

- *Les types de juges qui devraient présider les appels de décisions rendues par les cours martiales;*
 - Les cours martiales et les FAC sont un champ de compétence fédéral, et un juge de cour fédéral possède certainement les qualités et l'expertise nécessaire pour entendre un appel

- *Si une expertise militaire est nécessaire dans le cadre d'un appel;*
 - Dépendamment du type de cas, une expertise en droit militaire pourrait être utile au stade de l'appel, et le juge d'appel devrait avoir accès à ce type d'aviseur.
- *Si une expertise en droit criminel est nécessaire dans le cadre d'un appel;*
 - Oui.
- *Si une expérience de la présidence des appels est nécessaire au niveau de l'appel;*
 - Non.
- *Les droits et moyens d'appel que le ministère public devrait avoir dans le système de cours martiales;*
 -
- *Les droits et moyens d'appel que les personnes accusées devant la cour martiale devraient avoir.*
 - *Les mêmes droits qu'une personne au civil, en raison des responsabilités accrues et de l'impact d'une décision.*

Les groupes particuliers et le système de justice militaire

- *Ce qui pourrait être fait de plus pour prendre en compte les besoins spéciaux des victimes dans le système de justice militaire;*
- *Ce qui pourrait être fait de plus pour prendre en compte les besoins spéciaux des jeunes dans le système de justice militaire;*
- *Ce qui pourrait être fait de plus pour prendre en compte les besoins spéciaux des délinquants autochtones dans le système de justice militaire;*
- *S'il y a d'autres groupes dont les besoins spéciaux ne sont pas convenablement pris en compte dans le système de justice militaire.*